



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/L-Europe-ne-veut-pas-d-un-nouveau>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **L'Europe ne veut pas d'un nouveau Tchernobyl**

26 avril 2004

L'Europe ne veut pas d'un nouveau Tchernobyl

NUCLÉAIRE Dix-huit ans après la catastrophe ukrainienne, les Slovaques s'accrochent à leurs centrales

Plus de 3 000 Ukrainiens ont manifesté samedi dans la capitale Kiev pour protester contre les faibles indemnités accordées aux victimes de la catastrophe de Tchernobyl. La plus grave catastrophe nucléaire civile de l'histoire est survenue le 26 avril 1986, il y a dix-huit ans aujourd'hui. Officiellement, l'explosion du réacteur a tué 31 personnes. Près de 2 000 enfants ukrainiens et biélorusses ont depuis développé des cancers de la thyroïde. Pour le reste, le bilan sanitaire reste l'objet de controverses sans fin. Certaines ONG estiment que 25 000 « liquidateurs » parmi ces 600 000 pompiers, militaires et civils qui sont intervenus sont décédés de maladies provoquées par la radioactivité. Chiffres non fiables, corruption ayant facilité l'enregistrement de « faux liquidateurs » prétendant à des pensions, grandes incertitudes scientifiques sur l'effet des faibles doses radioactives absorbées par les aliments contaminés, c'est pour tenter d'y voir plus clair que l'AIEA a annoncé hier la création du Forum de Tchernobyl. A Tchernobyl même, le fameux sarcophage de béton construit à la hâte pour recouvrir le réacteur sinistré transformé en magma très radioactif, menace toujours de s'effondrer. Une nouvelle enceinte, projet controversé pour lequel 700 millions de dollars de fonds internationaux ont été rassemblés, devrait enfin être construite à partir de fin 2004. En Slovaquie comme dans les pays d'Europe de l'Est, les réacteurs russes ne font pas peur, on s'accroche au contraire à l'énergie atomique.

Bratislava : de notre envoyée spéciale Caroline de Malet
[26 avril 2004]

A mi-chemin entre Bratislava et les monts Tatras, qui font la fierté du pays, là où les mornes plaines slovaques rappellent que le pays a longtemps été plus proche de la Sibérie que de la France, les huit tours de refroidissement de la centrale nucléaire de Bohunice se dressent comme un véritable cri de guerre à l'adresse de ceux qui veulent leur mort. Non, Bohunice ne baissera pas la garde ! semblent-elles lancer à l'Union européenne, qui considère que la moitié des réacteurs de cette centrale peuvent faire courir des risques aux habitants des Vingt-Cinq.

De quoi vexer les acteurs du secteur, très fiers de leur progéniture.

« Depuis 1989, nous avons reçu une vingtaine de missions internationales et pas une seule n'a jugé nécessaire de démanteler cette centrale. Au contraire, l'Agence internationale de l'énergie a même

jugé que son niveau de sûreté était comparable à celle des réacteurs d'Europe de l'Ouest de la même époque », plaide Robert Gunis, son directeur. Lorsqu'il évoque les deux trains de modernisation dont les deux plus anciens réacteurs de la centrale ont fait l'objet depuis le milieu des années 90, son visage est marqué par la désolation. Fermer deux réacteurs de 440 mégawatts qui tournent et qui fournissent au pays un quart de son électricité, c'est une aberration. Sans parler des 600 salariés qui se retrouveront à la porte. Pourtant, l'Union européenne a été formelle : elle n'en veut pas. Les deux réacteurs de l'unité V1 de Bohunice devront respectivement fermer leurs portes entre 2006 et 2008. C'était une des conditions de l'adhésion de la Slovaquie à l'UE.

L'Europe ne veut pas d'un nouveau Tchernobyl chez elle. Alors, à l'Est, où l'on ne compte quasiment que des réacteurs russes, l'élargissement est l'occasion de faire le ménage. Pourtant Bohunice n'abrite pas de réacteurs RBMK de type Tchernobyl, à tubes de force bouillants et modérés par du graphite, réputés les plus dangereux. Cette filière dérivée de la technologie militaire souffre de plusieurs défauts qui affectent leur sûreté, comme l'absence d'enceinte de confinement. « En dehors de la Russie et de l'Ukraine, il n'en existe plus que deux en Lituanie à Ignalina et on ne peut pas raisonnablement les moderniser pour arriver à un niveau de sûreté comparable à l'Europe de l'Ouest », explique Olivier Gupta, de l'Autorité de sûreté nucléaire française. Pour Ignalina, le verdict de l'Europe a été sans appel : fermeture progressive d'ici 2009. Or la centrale fournit 80% de l'électricité du pays. Un vrai drame national.

Les VVER 440-230, des réacteurs à eau sous pression russes qui datent des années 60 comme les RBMK, quoique moins dangereux, sont également dans le collimateur. C'est le cas des deux premières tranches de Bohunice, mais aussi des réacteurs de Kozlodui en Bulgarie, qui devraient mettre la clé sous la porte fin 2006. Comme le souligne le rapport de Wenra (Association des autorités de sûreté des pays d'Europe de l'Ouest), qui a servi de base aux négociations de l'Union avec les pays candidats, c'est surtout l'absence de troisième barrière de confinement qui inquiète.

« Quant aux réacteurs VVER 440-213 et VVER- 1000, plus récents, il est possible des les amener au niveau des centrales d'Europe de l'Ouest, moyennant quelques améliorations », explique Antony Froggatt, expert britannique indépendant. C'est ce que l'Europe a demandé à la République tchèque pour la centrale de Dukovany, à la Hongrie pour Paks et à la Slovaquie pour Mochovce. Au programme : amélioration de la résistance sismique et incendie ainsi que des procédures de contrôle.

« Il faudrait aussi un jour se préoccuper de l'Arménie, qui représente un vrai point noir », fait remarquer Lubos Tomik, directeur exécutif de l'organisme européen Cense (Center for nuclear safety), dont la vocation est d'apporter un appui technique aux autorités de sûreté des pays d'Europe centrale et de l'Est.

L'ombre de Tchernobyl ne semble guère planer sur les ambitions nucléaires de la zone. La Slovaquie, qui reste arc-boutée sur l'atome, aurait-elle aussi oublié l'accident qui s'est déclenché dans l'unité A1 de Bohunice en 1977 ?

Ce réacteur de conception tchécoslovaque avait dû être fermé dans la foulée.

« Il y a eu un accident aussi en Grande-Bretagne en 1995 qui lui, à la différence de A1, a eu un impact sur l'environnement », ne manque pas de rétorquer Marta Ziakova, directrice de l'Autorité de sûreté nucléaire slovaque.

Car du nucléaire, les Slovaques en redemandent. De fait, « des années de propagande communiste ont mis l'accent sur les besoins énergétiques de ces pays et le faible prix de l'électricité d'origine atomique. Du coup, il est devenu très difficile de mobiliser l'opinion publique sur le sujet », analyse Lubica Trubiniova, qui a dirigé une campagne nucléaire de Greenpeace en Slovaquie.

L'indépendance et les moyens des autorités de régulation ont beau avoir été accrus dans une partie

de ces pays, la recherche sur l'atome civil et la radioprotection y demeurent parfois embryonnaires. Une des rares études épidémiologiques qui circule en Slovaquie, du Dr Letkovitchova, expert de la société Environnement, montre que les habitants de la région de Bohunice ont une espérance de vie plus longue \square de trois ans \square que la moyenne des Slovaques. Explication : ils sont suivis de plus près sur le plan médical.